

CHAPITRE 8

L'action de l'ARCEP à l'international

L'Autorité contribue au développement du secteur des télécommunications, et depuis 2005, à celui du secteur postal, au-delà du cadre national et communautaire. Elle est représentée au sein des principales institutions internationales concernées par ses champs de compétence et participe activement aux nombreuses réflexions sur des aspects aussi bien techniques, juridiques qu'économiques.

Par ailleurs, elle intervient, tant au niveau des membres du Collège que de ses experts, dans des conférences internationales.

L'Autorité mène aussi diverses missions de coopération, en s'associant à des actions d'échange et de formation, en particulier sur des thèmes liés à la régulation.

A. L'Union internationale des télécommunications (UIT)

L'UIT (Union internationale des télécommunications), basée à Genève (Suisse), est une organisation internationale du système des Nations unies. Fin 2007, elle comptait 191 Etats membres, environ 600 membres des secteurs (opérateurs et industriels) et environ 140 organisations associées (petites entreprises, organismes de recherche, cabinets de conseil). Le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi¹ représentent la France dans ses groupes de décision (conférence des plénipotentiaires et conseil).

Site Internet : www.itu.int

1 - Au travers de son secrétariat d'Etat chargé des Entreprises et du Commerce extérieur

En 2007, l'Autorité a contribué à la préparation de la position du gouvernement français en matière de télécommunications dans les groupes de décision de l'UIT, sous l'égide du ministère des Affaires étrangères et du ministère de l'Economie et des Finances. Elle a notamment participé à la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR) qui s'est tenue à Genève du 22 octobre au 16 novembre 2007².

2 - Cf. également partie 4, chapitre 4, 1°.

L'ARCEP a contribué dans ses domaines de compétence aux activités des trois secteurs de l'UIT :

- ◆ l'UIT-T (normalisation des télécommunications) qui élabore des normes internationales techniques et d'exploitation qui, bien que d'application volontaire, ont une valeur reconnue sur le plan international ;
- ◆ l'UIT-R (radiocommunications) qui a pour tâche de déterminer les caractéristiques techniques et les méthodes d'exploitation des services hertziens. L'année 2007 a été marquée par la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR) ;
- ◆ l'UIT-D (développement) qui met en œuvre des programmes destinés à faciliter l'accès aux télécommunications, le développement des réseaux et des politiques réglementaires, à former les personnels des pays en développement, à formuler des stratégies de financement et à aider les entreprises à intégrer le commerce électronique.

1. L'UIT-T

Au niveau national, l'Autorité anime la structure de coordination des travaux de l'UIT-T entre les différents acteurs français concernés (ministère de l'Economie et des Finances, opérateurs, industriels). Cette structure permet de suivre les travaux réalisés dans les 13 commissions d'études de l'UIT-T et d'orienter les positions françaises lors des réunions du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (GCNT).

Au sein de l'UIT-T, l'Autorité assume la présidence de la commission d'études 2, qui traite des aspects réseaux et services, notamment la numérotation, le nommage et l'adressage. En 2007, cette commission a poursuivi ses travaux sur l'utilisation abusive des ressources de numérotation internationale et a réfléchi à l'attribution de ressources de numérotation pour des services particuliers : aide aux enfants, services d'urgence (112). Elle a également discuté des questions liées à la gestion des ressources Internet.

L'ARCEP, via l'un de ses experts, s'investit par ailleurs au sein de la commission d'études 3, qui se consacre à la tarification et à la comptabilité internationales. Elle assure en particulier le rôle de rapporteur pour le groupe responsable des problèmes de définition et de traduction.

L'Autorité a activement participé aux travaux du GCNT, organe qui prend en charge les décisions opérationnelles pour le secteur de l'UIT-T entre deux assemblées mondiales de la normalisation des télécommunications (AMNT). Lors des réunions tenues par le GCNT en 2007, l'ARCEP a joué le rôle de coordonnateur de la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications (CEPT), ainsi que de chef adjoint de la délégation française.

Elle a également participé aux réunions de certains groupes d'experts comme celui sur le règlement des télécommunications internationales.

2. L'UIT-R

Le secteur des radiocommunications de l'UIT joue un rôle essentiel dans la gestion du spectre radioélectrique, ressource naturelle limitée qui fait l'objet d'une demande

croissante en raison du développement rapide des nouveaux services de radiocommunication et des techniques mobiles.

L'Autorité participe aux conférences de l'UIT-R, comme elle suit, aux côtés de l'Agence nationale des fréquences (ANFR), les travaux du groupe consultatif des radiocommunications (GCR) et ceux des commissions d'études du secteur R.

Des conférences mondiales des radiocommunications (CMR) ont lieu tous les trois ou quatre ans. De plus, une "région" de l'UIT ou un groupe de pays peut organiser une conférence régionale des radiocommunications (CRR).

La dernière CMR s'est tenue à Genève du 22 octobre au 16 novembre 2007. L'Agence nationale des fréquences (ANFR), à travers la voix de son directeur général, François Rancy, y a défendu la position française dans le cadre du mandat que lui avait confié le gouvernement. Au sein de la délégation française, des experts de l'ARCEP ont participé aux quatre semaines de négociations.

L'un des objectifs de l'édition 2007 de la CMR était d'identifier du spectre supplémentaire pour les développements futurs des systèmes mobiles 3G (IMT-2000) et 4G (IMT évolués)³.

3 - Cf. partie 4, chapitre 4, A.

En effet, l'identification et l'harmonisation de nouvelles bandes de fréquences au niveau mondial est indispensable pour répondre à la fois aux besoins croissants de couverture ainsi qu'aux nouvelles fonctionnalités IMT évolués qui permettront d'offrir des débits atteignant environ 100 Mbits/s dans un environnement à forte mobilité. Cette harmonisation devrait également favoriser les économies d'échelle et l'itinérance mondiale ou régionale des terminaux mobiles.

Pour l'ensemble de la région Europe-Afrique, la CMR a ainsi identifié et attribué la bande 790-862 MHz aux services mobiles. Ces fréquences correspondent à une partie du "dividende numérique" (qui couvre la bande 470-862 MHz). Cette attribution prendra effet en novembre 2015 mais des dispositions adoptées par la conférence permettent déjà à plusieurs pays de la région concernée, dont la France et la plupart de ses pays frontaliers, de pouvoir affecter cette bande du spectre aux applications mobiles, notamment pour le déploiement de systèmes IMT.

A titre de comparaison, la zone Amérique et certains pays d'Asie (dont la Chine, le Japon, la Corée, l'Inde) bénéficient déjà d'une bande beaucoup plus large : 698-806 MHz (soit 108 MHz), complétant l'extension de la bande 806-862 MHz déjà attribuée à l'IMT.

La CMR-2007 a également identifié la bande haute 3 400-3 600 MHz pour répondre aux besoins de capacité des futurs systèmes IMT évolués.

Par ailleurs, toujours dans le cadre de l'UIT-R, l'Autorité a également participé, en octobre 2007, à la révision de l'Assemblée des radiocommunications qui définit les méthodes de travail et la structure du secteur des radiocommunications.

3. L'UIT-D

L'Autorité a participé aux travaux de la commission d'études 1 du secteur développement de l'UIT (UIT-D), notamment en répondant aux questionnaires diffusés par les rapporteurs des différentes questions à l'étude en 2007.

L'Autorité est également membre du groupe consultatif du développement des télécommunications (GCDT) qui conseille le directeur du bureau de développement

des télécommunications (BDT) dans la définition des priorités et des stratégies, la préparation et la mise en œuvre du budget et du plan opérationnel du secteur du développement des télécommunications.

En 2007, l'ARCEP a participé au 7^e colloque mondial des régulateurs, organisé du 5 au 7 février à Dubaï par le BDT sur le thème : "Vers les réseaux de la prochaine génération (NGN) : les régulateurs peuvent-ils encourager l'investissement et assurer le libre accès ?". Nicolas Curien, membre de l'Autorité, s'est exprimé dans le cadre de ce colloque sur l'impact de l'architecture NGN sur les termes de la concurrence et de la régulation sur les marchés des télécommunications.

B. L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)

L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), dont le siège est à Paris, regroupe 30 pays membres, dont la France, qui œuvrent pour relever les défis économiques, sociaux et de gouvernance liés à la mondialisation, ainsi que pour tirer parti des possibilités qu'elle offre. L'organisation est renommée pour ses publications et ses statistiques. Ses travaux couvrent tout le champ économique et social, de la macro-économie aux échanges, en passant par l'enseignement, le développement, les communications électroniques et les postes.

Site Internet : www.oecd.org

L'ARCEP, aux côtés des services concernés de l'administration française, est particulièrement impliquée dans les travaux du comité de la politique de l'information, de l'informatique et des communications (PIIC) de l'OCDE qui examine les questions liées à l'"économie numérique", à l'infrastructure mondiale de l'information et à l'évolution vers une société mondiale de l'information.

Le thème fédérateur de ces travaux porte sur l'économie mondiale de l'Internet en visant la mise au point de bonnes pratiques pour mettre en œuvre les politiques publiques et la régulation du secteur des communications électroniques.

En 2007, l'ARCEP a notamment participé à l'élaboration d'un projet de recommandation du conseil relative à la convergence et aux réseaux de la prochaine génération par le groupe de travail sur les politiques en matière de communications et de services de l'information (CISP) du comité PIIC. Elle a également apporté sa contribution à la rédaction de documents de travail dont les thèmes concernaient spécifiquement l'accès au haut débit.

Enfin, l'ARCEP a suivi de façon plus ponctuelle les travaux des autres groupes de travail du comité PIIC, notamment ceux du groupe sur l'économie de l'information et ceux du groupe sur les indicateurs de la société de l'information.

C. La coopération avec les pays francophones : Fratel

Créé lors d'un symposium des régulateurs francophones réunis à Paris en juin 2002, Fratel est le réseau francophone de la régulation des télécommunications. Le réseau a pour principale vocation l'échange d'informations et d'expérience entre ses membres : sa première réunion s'est tenue en 2003 à Bamako.

1. La réunion annuelle du réseau Fratel à Dakar

Les membres du réseau Fratel ont tenu leur cinquième réunion annuelle à Montreux (Suisse) du 7 au 9 novembre 2007, après Dakar (Sénégal) en 2006, Paris (France) en 2005, Fès (Maroc) en 2004 et Bamako (Mali) en 2003.

Une centaine de participants représentant les régulateurs de 24 pays, des institutions internationales (UIT notamment), et des entreprises du secteur (Alcatel, Alvarion, Ascom, Swisscom, France Telecom...) ont débattu du rôle des régulateurs en matière de qualité de service et protection des consommateurs.

Cette réunion annuelle a été précédée d'une conférence sur "La boucle locale radio et les nouvelles technologies d'accès hertziens". Cette conférence a permis aux régulateurs français et suisse de présenter les procédures d'allocation du spectre pour les réseaux sans fil, et aux industriels (Alvarion et Alcatel-Lucent) d'annoncer les utilisations techniques des nouvelles technologies d'accès hertziens comme le Wimax.

A l'issue de cette réunion, Daniel G. Goumalo Seck (Sénégal) a été élu président de Fratel, Jean-Louis Beh Mengue (Cameroun) et Marc Furrer (Suisse), vice-présidents.

Par ailleurs, cette 5^e réunion annuelle a aussi été l'occasion pour le Groupe de réflexion sur l'évolution de Fratel, présidé par Modibo Camara, ancien président de Fratel (2003-2004), de formuler ses propositions pour l'année à venir.

Ainsi, en 2008, plusieurs actions devraient être mises en œuvre :

- ◆ l'organisation d'une journée d'échange sur la régulation postale (à l'occasion de la réunion annuelle) ;
- ◆ la mise en ligne sur le site de Fratel d'une liste de points focaux ;
- ◆ la rédaction et la publication de documents de préparation (avant) et de réflexion (après) des thèmes des réunions et séminaires du réseau.

2. Le séminaire d'échange d'informations et d'expérience à Yaoundé

L'Autorité a participé au séminaire d'échange d'informations et d'expérience qui s'est tenu les 12 et 13 avril 2007, à l'invitation de l'Agence de régulation des télécommunications du Cameroun (ARTC), sur le thème de la régulation des réseaux de nouvelle génération (NGN).

Ce séminaire a rassemblé près d'une centaine de participants, dirigeants et experts des autorités de régulation de 10 pays, mais aussi des représentants de l'industrie (Alcatel-Lucent, Orange, MTN, Ericsson...), l'Ecole polytechnique du Cameroun, l'Ecole supérieure multinationale des télécommunications du Sénégal (ESMT) et des consultants.

3. La formation Badge

De septembre 2007 à juin 2008, 34 participants provenant de 12 pays d'Afrique francophone (Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Mauritanie, République centrafricaine, République de Djibouti, Rwanda, Tchad, Togo) ont suivi un cycle de formation en télécommunications créé à l'initiative de l'ENST Paris, de l'Autorité de régulation des télécommunications du Burkina Faso (Artel), de l'Université de Ouagadougou, de la Banque mondiale, de l'Ecole supérieure multinationale des télécommunications (ESMT) de Dakar et de l'ARCEP. Cette formation est sanctionnée par un diplôme de la Conférence des grandes écoles françaises (badge).

En avril 2008, des experts de l'ARCEP sont intervenus pour animer la session consacrée aux aspects juridiques de la régulation.

D. Missions d'études et entretiens

Plusieurs membres du Collège ont effectué en 2007 des voyages d'études à l'étranger.

Gabrielle Gauthey, membre de l'Autorité, est intervenue au Seoul Digital Forum qui s'est déroulé du 28 mai au 1^{er} juin en Corée du Sud. Elle y a présenté les enjeux de la régulation des télécommunications en France (le très haut débit, le spectre, la révision du cadre réglementaire européen).

Du 7 au 14 décembre 2007, Patrick Raude, membre du Collège, s'est rendu au Brésil pour participer à une conférence sur la convergence et la régulation du marché des communications électroniques. A cette occasion, il a rencontré le ministre des télécommunications ainsi que les responsables du régulateur brésilien (Anatel) et des entreprises du secteur. Les discussions ont porté sur les enjeux des technologies et de la société de l'information et leurs usages, et en particulier le haut débit, l'Internet, la télévision fixe et mobile et la vidéo à la demande (VoD).

4 - Disponibles sur www.arcep.fr. Chacune des missions en Corée du Sud et au Brésil a fait l'objet d'un rapport publié sur le site Internet de l'Autorité⁴.

